



**8 octobre 2023**

## **POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE, SOLIDAIRES DÉFEND LE RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL POUR LA PALESTINE**

Le Hamas et des mouvements de la résistance palestinienne ont lancé une opération d'envergure samedi, brisant en de nombreux points la ceinture de haute sécurité qui enferme des millions de Palestinien·nes dans la bande de Gaza, ré-enclenchant un début de guerre qui dure en réalité depuis plus de 70 ans. Des centaines de morts sont déjà à déplorer, et l'État israélien répond par des bombardements sur Gaza. Il est également possible que des forces armées de pays voisins interviennent, risquant ainsi de mettre toute la région à feu et à sang.

Pour comprendre la situation en Palestine en général et à Gaza en particulier, il faut se rappeler que la plupart des Palestinien·nes de Gaza sont les descendant·es des réfugié·es de la guerre de 1948. L'ONU leur a donné le droit de retourner chez eux, à l'intérieur des frontières actuelles de l'État d'Israël qui le leur refuse. Il faut se rappeler que depuis des dizaines d'années, Israël ne respecte pas le droit international et continue à coloniser, réprimer, ségréger et bafouer le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Il faut se rappeler que les Palestinien·nes de Gaza sont sous un blocus illégal et condamné, mais sans effet, depuis 17 ans. Il faut aussi se rappeler que depuis un an, le gouvernement israélien d'extrême droite ne négocie rien avec les Palestinien·nes. Il ne fait qu'utiliser la force, aveuglément, pensant ainsi les soumettre, et détourner l'attention des affaires de corruption dans lesquelles il est impliqué.

Depuis le début de l'année, les assassinats de Palestinien·nes se sont multipliés (plus de 230, un chiffre largement supérieur à celui des 10 dernières années), de même que les expulsions relevant du nettoyage ethnique, les incarcérations, notamment sans procès, y compris d'un nombre d'enfants sans précédent, et la rétention des corps de Palestinien·nes assassiné·es. Ces pratiques étatiques s'accompagnent d'un chèque en blanc donné aux colons israéliens qui, eux aussi, attaquent des villages palestiniens de Cisjordanie mais aussi des sites religieux musulmans et chrétiens, causant des morts et des destructions, encouragés par des ministres d'extrême droite.

La communauté internationale doit agir et faire pression sur l'État israélien pour qu'il change enfin de logiciel et se conforme au droit international, évacue les territoires occupés, laisse les réfugié·es retourner chez elles et eux, et mette fin à la situation d'apartheid en accordant la pleine égalité à tou·tes ses habitant·es. Sans ces mesures de bon sens, la succession de massacres continuera.

L'Union syndicale Solidaires exprime sa solidarité avec le peuple palestinien, et rappelle le droit imprescriptible qu'il a de se défendre pour se libérer du joug colonial. Elle condamne les meurtres, violences et prises d'otages à l'encontre de civils quels qu'ils soient. Elle appelle le gouvernement français à faire pression sur Israël pour éviter un massacre en représailles qui ne fera que nourrir durablement la haine contre l'occupant.

L'Union syndicale Solidaires prendra sa place dans les mobilisations unitaires pour le respect du droit international vis à vis de la Palestine, pour trouver les pistes réelles d'une paix juste et durable.